



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
49 bis, rue Laplace
41000 Blois

Blois, le 22/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



ALEXANDRALOG - BAT C

ZAC des portes de Chambord
41500 MER

Références : 2020/730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement ALEXANDRALOG - BAT C implanté ZAC des portes de Chambord 41500 MER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à l'évènement climatique soudain (orage important accompagné de grêle) survenu le 4 juin 2022 ayant impacté de nombreux entrepôts de la ZA des Portes de Chambord) MER.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALEXANDRALOG - BAT C
- ZAC des portes de Chambord 41500 MER
- Code AIOT dans GUN : 0010006986
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le bâtiment C est un entrepôt destiné au stockage de pneumatiques automobiles. Il est constitué de 3 cellules d'un peu moins de 6000 m2 et dispose d'un hall commun de réception et d'expédition des marchandises avec le bâtiment B, vide le jour de l'inspection.

L'entrepôt est réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 41-2019-12-16-007 du 16/12/2019

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données par l'exploitant à l'évènement climatique du 4 juin

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Incident /accident	Arrêté Préfectoral du 16/12/2019, article 2.5.1	/	Mesures d'urgence

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 16/12/2019, article Chapitre 7.22	/	Mesures conservatoires, Mesures d'urgence

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée le 7 juin 2022 suite à l'événement climatique survenu le 4 juin 2022. Elle a permis de constater que la cellule 3 avait subi des dégâts importants : effondrement d'une partie de la toiture, effondrement d'une partie du réseau du sprinklage et donc installation hors service, rupture des canalisations d'évacuation des eaux pluviales de toiture. Des mesures conservatoires d'urgence s'imposent.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Incident /accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2019, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais des dégâts survenus sur ses installations suite à l'événement climatique du 4 juin 2022 (orage violent accompagné d'importantes chutes de grêle).
Observations : L'entrepôt C et divisé en 3 cellules (C1, C2 et C3) toutes utilisées pour du stockage de pneumatiques (industrie automobile). La visite a permis de constater que la cellule C3 présentait des dégâts importants suite à l'événement climatique survenu le 4 juin 2022. Les dégâts visibles sont : effondrement partiel du toit, rupture des canalisations du sprinklage et d'évacuation des EP issues de la toiture du bâtiment. Les cellules C1 et C2 ne présentent pas de dégâts visibles. Aucune activité n'était exercée sur le site (pas de personnel d'exploitation). L'AP de mesures d'urgence du 9 juin 2022 demande la transmission du rapport d'accident sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence

Nom du point de contrôle : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2019, article Chapitre 7.22
Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. Les mesures précisées ci-dessus sont incluses dans le plan de défense incendie défini au chapitre 7.24.
Constats : Absence de présence permanente de personnel formé dans les zones où l'extinction automatique incendie est indisponible (cellule C3).
Observations : L'arrêt préfectoral de mesures d'urgence du 9 juin 2022 prévoit des mesures conservatoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mesures d'urgence